

Le monde que nous voulons



Un monde plus équitable et solidaire

Les frontières s'estompent, les marchés s'ouvrent, l'information circule, l'innovation technologique s'accélère, la démocratie s'étend, une opinion publique mondiale commence à prendre forme tandis qu'une justice pénale internationale point à l'horizon. Tel pourrait être le tableau idéal d'un monde qui se globalise.

Pourtant cette globalisation du monde est aussi celle des risques. L'interdépendance croissante des économies, des sociétés et des conditions environnementales scelle peu à peu des destins naguère étrangers. Elle nous intéresse au sort de la forêt amazonienne comme à la qualité de l'air des grandes agglomérations européennes ; nous sensibilise à la sécurité des centrales nucléaires en Ukraine comme à celle de nos sites pétrochimiques ; nous alerte sur la crise asiatique ou la faillite argentine comme sur leurs conséquences financières et sociales en Espagne ou en France. Bref, elle nous oblige à vivre à l'heure mondiale dans un espace sans cesse raccourci par la technique et les effets démultipliés de chaque événement. Pour autant, le partage des risques ne saurait tenir lieu de projet collectif.

En outre, le processus de globalisation tolère – quand il ne les creuse pas – des inégalités profondes et persistantes. Ses promesses de croissance et d'émancipation se heurtent en effet aux déséquilibres des situations vécues : entre ceux qui tirent les bénéfices de l'intensification des échanges et ceux qui restent exclus du développement, entre ceux qui cueillent les fruits d'une plus grande ouverture sur le monde et ceux qui vivent sous la domination économique et culturelle de quelques pays riches. L'enjeu du XXI^e siècle consistera précisément à réduire ces inégalités et à mieux maîtriser collectivement les risques de la mondialisation.

D'un monde affecté par l'exclusion, il nous faut faire un monde plus équitable. D'un monde marqué par l'interdépendance, il nous faut faire un monde plus solidaire. Cette ambition appelle une stratégie globale. Le marché en est un instrument central. Les pays qui se sont insérés dans les échanges mondiaux ont ainsi connu ces dernières années une croissance deux fois plus forte que les autres ; or, il n'y a pas de développement sans croissance. De même, l'intensification des échanges commerciaux est souvent un facteur de stabilité régionale. Mais, si le marché est une condition essentielle du déve-

loppement, il n'y suffit pas : il ne permet ni de penser l'avenir ni de garantir à lui seul paix et prospérité pour tous.

C'est pourquoi, à mesure que le marché s'étend, grandit le besoin d'institutions mondiales capables de le réguler et de jeter les bases d'un monde plus juste. Ces institutions appellent une volonté et un soutien politiques déterminés de la part des gouvernements. Pour le moment, leurs interventions restent peu coordonnées, leurs orientations floues, leur pilotage incertain. Faute de moyens suffisants, les politiques de développement auxquelles elles contribuent tardent à faire la preuve de leur efficacité et sont parfois contaminées par les intérêts particuliers et les manœuvres géostratégiques de leurs principaux bailleurs de fonds. Quant à celles qui œuvrent au maintien de la paix, elles sont certes plus reconnues que par le passé, mais peinent à imposer leur médiation et leurs arbitrages. Cette situation entretient chez beaucoup le sentiment que la mondialisation est un bateau ivre, qu'elle échappe à tout projet collectif, à tout contrôle démocratique.

Mais la société civile et les forces sociales ont également un rôle à jouer. Le mouvement syndical entend agir pour permettre aux femmes et aux hommes de conquérir la maîtrise de leur destin, de s'approprié ensemble les mutations qui affectent leur existence. Car tel est le sens des valeurs qui fondent notre action : droit à l'autodétermination des peuples, tolérance, émancipation des personnes, responsabilité, autonomie. Mais, pour faire face aux enjeux de demain, il nous appartient de changer d'échelle, de dépasser nos frontières nationales ou régionales pour soutenir l'émergence d'une conscience universelle autour d'aspirations et de biens communs à tous les habitants de la planète.

C'est pourquoi nous nous inscrivons, avec d'autres, dans une stratégie de développement durable : un développement global, soucieux de déterminer partout le plus juste équilibre entre croissance économique, responsabilité sociale et protection de l'environnement. Cette démarche implique l'existence et la défense d'une vie démocratique riche et continue : elle doit pouvoir s'adosser à des institutions fiables, garantir le respect des droits politiques, promouvoir une citoyenneté active et organiser le dialogue avec des corps intermédiaires jouant pleinement leur rôle.

Nous voulons un monde qui donne à tous... ... des chances de développement.

Nous voulons un monde qui donne à tous des chances de développement. Aujourd'hui, un milliard d'individus vivent encore avec moins d'un euro par jour. La lutte contre la pauvreté est une priorité qu'il faut ériger au niveau de la conscience universelle : il y va du respect de la dignité humaine et de la construction d'une paix durable. Poursuivre cette ambition, c'est d'abord soutenir le prélèvement de ressources nouvelles pour financer les initiatives et les projets susceptibles d'accroître l'autonomie de populations qui aspirent à une vie meilleure. Mais c'est aussi peser pour

un accroissement et un contrôle démocratique de l'aide publique ; pour ce qui nous concerne, avec les organisations de la plate-forme

« Annulation de la dette » ou par la prise en charge syndicale des accords de coopération entre l'Union européenne et les pays du Sud. C'est également encourager les investissements privés et la création d'activités dans les régions les plus défavorisées : cela ne se fera pas sans que soient réunies à la fois des conditions de stabilité politique et des garanties efficaces contre la corruption et les risques de détournements. C'est enfin consolider

la nouvelle géographie de l'emploi qui se met en place au niveau mondial. La concurrence internationale et l'ouverture des pays émergents contribuent en effet à une plus grande mobilité des activités, qu'il s'agisse de nouvelles implantations, de changements de localisation ou de restructuration. Cette évolution est non seulement nécessaire, mais souhaitable : on ne peut en même temps appeler de nos vœux le développement de ces pays et refuser qu'ils soient à la fois nos partenaires et nos concurrents. Elle implique seulement de nouvelles garanties pour que le « moins disant social » ne devienne pas une arme de la compétition économique.

Nous voulons un monde qui garantisse à tous... ... l'accès aux soins vitaux.

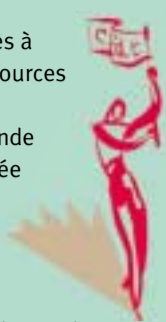
Nous voulons un monde qui garantisse à tous l'accès aux soins vitaux. Aujourd'hui, 36 millions d'hommes et de femmes sont séropositifs à travers le monde. Bien plus encore sont frappés par la malaria, le choléra et la tuberculose. Ces fléaux ne sont plus invincibles, mais il s'en faut de beaucoup qu'ils soient effectivement vaincus. Faute d'éducation et de prévention, des populations entières sont tenues dans l'ignorance des risques et des bonnes pratiques. En outre, une interprétation

mercantile du droit international des brevets tend à limiter la diffusion des médicaments à ceux qui en ont les moyens et accroît les transferts de richesses du Sud vers le Nord. Nous soutenons la volonté de l'Union européenne de privilégier la réduction du prix des médicaments par rapport aux intérêts des firmes pharmaceutiques dans les cas d'urgence sanitaire. Pour autant, nous ne méconnaissons ni les besoins financiers ni les bénéfices

collectifs de la recherche médicale. La révolution des sciences du vivant est un gisement d'espères nouveaux, et pas seulement une source de risques ou de profits. S'il est nécessaire d'alerter les opinions sur les dangers générés par le progrès technique, nous nous refusons à négliger ses bienfaits potentiels lorsque ses avancées sont maîtrisées.

Nous voulons un monde qui préserve... ... l'environnement.

Aujourd'hui, un milliard d'individus n'ont pas accès à une eau potable. Les ressources naturelles participent d'un patrimoine commun qui transcende les frontières des Etats et la durée de nos vies individuelles : le sort des générations futures dépendra de notre capacité à les protéger dès aujourd'hui. C'est pourquoi il est urgent



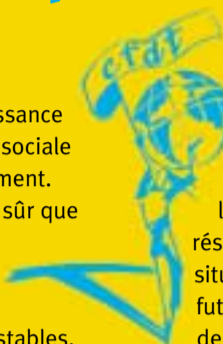
de mettre en place des institutions internationales à vocation environnementale dotées de pouvoirs de sanction effectifs. C'est pourquoi encore, la CFDT soutient les ONG qui réclament la mise en œuvre à brève échéance des accords de Kyoto tout en s'élevant contre les usages protectionnistes qui pourraient être faits des normes internationales en la matière. Au regard d'une répartition

équitable des efforts, les pays riches sont comptables, les premiers, d'une amélioration des conditions environnementales. C'est pourquoi enfin la CFDT fait pression sur les multinationales pour qu'elles s'engagent à « produire propre », à économiser les ressources naturelles et à stimuler une culture de consommation plus responsable.

Nous voulons un monde qui renforce... ... la démocratie et le respect des droits de l'homme.

Aujourd'hui, des centaines de militants politiques, de syndicalistes et de journalistes subissent l'oppression, la censure, les menaces, quand ils ne tombent pas sous les balles de pouvoirs autoritaires et corrompus. Pour nous, les droits de l'homme font cause commune avec la démocratie. Aussi doit-elle être promue et défendue partout : elle seule est à même d'organiser la cohabitation des différences et la résolution pacifique des conflits ; elle seule en mesure de donner une légitimité collective à la recherche

du juste équilibre entre croissance économique, responsabilité sociale et protection de l'environnement. Cette démocratie exige bien sûr que soient garantis les libertés publiques et les droits politiques du citoyen. Elle exige aussi des institutions stables, capables de l'inscrire dans la durée. Mais elle ne se résume pas à un tête-à-tête entre l'Etat et le citoyen : elle doit aussi organiser le dialogue avec des corps intermédiaires qui contribuent à la définition de l'intérêt général.



C'est pourquoi elle exige le respect des droits collectifs, à commencer par la liberté d'association et la liberté syndicale. La CFDT les défend résolument, y compris dans les situations les plus troublées comme ce fut le cas en Pologne au début des années 80 ou plus récemment au Kosovo. Maintenir les liens avec la société civile quand celle-ci est niée ou étouffée, épauler ses représentants quand ceux-ci sont menacés, c'est à la fois alimenter l'espérance et soutenir une conception exigeante de la démocratie.

Nous voulons un monde qui garantisse à tous... ... le respect des droits sociaux.

Nous voulons un monde qui garantisse à tous le respect des droits sociaux. Aujourd'hui, des millions de femmes sont victimes de discriminations ; plus de 100 millions d'enfants sont exploités à travers le monde et privés de leur droit à l'éducation. Les droits sociaux doivent progresser de concert avec le développement et la démocratie qu'ils renforcent et complètent. Cette ambition passe par des actions politiques et institutionnelles multilatérales.



Il faut notamment accroître les pouvoirs de l'Organisation internationale du travail pour qu'elle soit en mesure de faire respecter les conventions qui en fondent la légitimité : interdiction du travail des enfants, interdiction du travail forcé, respect de la liberté syndicale et de la liberté d'association, lutte contre les discriminations... Mais l'action syndicale doit, elle aussi, conquérir et développer de nouveaux espaces d'intervention : à l'intérieur des multinationales où nous ne négligerons aucun moyens – accords-cadres, labels

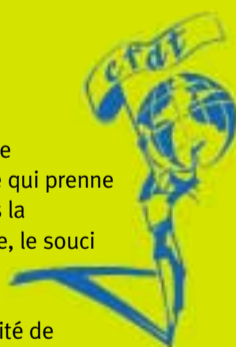
sociaux, rapport de force... – pour peser en faveur d'un comportement plus conforme aux droits sociaux ; auprès des acteurs financiers pour soutenir l'investissement socialement responsable, notamment à partir de l'orientation de l'épargne des salariés ; auprès des consommateurs et des citoyens, comme c'est déjà le cas au sein du collectif « De l'éthique sur l'étiquette », pour inciter les entreprises de la grande distribution à développer des échanges commerciaux respectueux de ces droits.

Nous voulons... ... une Europe forte et ambitieuse

Aujourd'hui, l'Union européenne est un marché de 380 millions de consommateurs. Demain, ce doit être une démocratie de 380 millions de citoyens. L'Europe que nous voulons est politique : elle passe par une réforme des institutions de l'Union et par l'élaboration d'une constitution commune dont la Charte des droits fondamentaux a déjà jeté les bases. L'Europe que nous voulons est à l'échelle du continent : l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale est non seulement une étape nécessaire de la construction communautaire, mais l'occasion de redonner toute sa signification historique au projet européen et de pacifier

durablement l'ensemble du continent. L'Europe que nous voulons est solidaire : elle doit pouvoir conduire elle-même des politiques de développement ambitieuses, à l'Est au moyen d'aides structurelles, mais aussi au Sud, notamment dans le cadre des accords Euro-Méditerranée, sans attendre pour cela les situations de crise. L'Europe que nous voulons est un moteur de la gouvernance mondiale : elle doit être un aiguillon du développement global, durable et équilibré de la planète au sein des institutions multilatérales, et peser pour leur réforme et leur mise en cohérence. Enfin, l'Europe que nous voulons est sociale : l'Union européenne doit « faire société »,

en fortifiant un modèle de développement équilibré qui prenne en considération à la fois la performance économique, le souci de la cohésion sociale, l'ouverture d'espaces contractuels et la nécessité de maintenir des services d'intérêt général performants pour tous. Nous militerons en ce sens au sein de la Confédération européenne des syndicats de manière à accroître nos moyens de pression, de négociation et d'action, mais également au sein des comités d'entreprise européens pour favoriser l'information et la consultation des salariés et accroître leur influence dans l'entreprise.



Une ambition, trois engagements

De nouvelles chances de développement, l'accès aux soins vitaux pour tous, une gestion responsable de notre patrimoine naturel, le respect des droits sociaux, une démocratie pleine et continue, une Europe forte pour une gouvernance mondiale à la fois plus efficace et plus juste... Le monde que nous voulons est ambitieux. Cette ambition doit désormais mobiliser tous les moyens dont nous disposons à l'échelle internationale : notre capacité d'influence sur les institutions, notre capacité de négociation dans les multinationales et les branches, notre capacité de rassemblement et d'action au sein de la société civile. C'est pourquoi :

Nous nous engageons à peser sur les gouvernements pour qu'ils consolident et étendent le modèle de développement européen et qu'ils contribuent à mettre en place des institutions multilatérales cohérentes, pilotées et efficaces. La CES et la CISL trouvent dans cette ambition de nouveaux motifs de s'affirmer comme des acteurs privilégiés de l'intervention syndicale internationale.

Nous nous engageons à agir dans et sur les entreprises pour les conduire sur la voie du développement durable et les pousser à assumer pleinement leur responsabilité sociale. Les multinationales

en particulier doivent devenir les vecteurs d'une globalisation plus maîtrisée et plus solidaire. Les comités d'entreprise européens, demain les comités de groupe mondiaux, seront des outils déterminants pour l'action syndicale.

Nous nous engageons à tisser des partenariats ouverts avec tous les acteurs de la société civile – syndicats d'autres pays, associations, organisations non-gouvernementales... – pour multiplier les coopérations en faveur du développement, de la santé, du respect des droits sociaux, du droit à l'éducation, de la protection de l'environnement et de la paix. Dans un monde où les enjeux excèdent de beaucoup la sphère des Etats, et donc de la délibération démocratique traditionnelle, la mobilisation d'une société civile transnationale, organisée et responsable ouvre de nouveaux espaces à la confrontation des intérêts, à la négociation et à la contractualisation. C'est en travaillant avec tous ces acteurs à la fois et en assumant nos engagements que nous parviendrons à peser sur le cours de la globalisation. Au moment même où se lève une forte demande de gouvernance et de régulation, ce défi est aussi celui du mouvement syndical.